

Sondage de la SPG : les difficultés des enseignant-es genevois doivent être reconnues

La SPG a mené, courant décembre 2020, une enquête auprès de l'ensemble des enseignant-es genevois de l'école primaire et du spécialisé pour sonder leur vécu de la situation actuelle et leur appréciation des différents dispositifs sanitaires. Les résultats sont sans appel : mesures difficiles à appliquer, charge de travail, fatigue et stress en hausse. Le DIP doit prendre des mesures.

Ce sondage, mené entre le 15 et le 21 décembre 2020 a récolté 1138 réponses parmi les 3901 acteur-trices de l'enseignement primaire et du spécialisé genevois (incl. éducateur-trices). L'échantillon est représentatif des différentes fonctions dans l'enseignement primaire et spécialisé genevois et est équilibré entre les différentes divisions d'enseignement.

Plans de protection sanitaires difficilement applicables

Une grande majorité des personnes ayant répondu au questionnaire (82,6%) considère que les plans de protection sont moyennement ou pas du tout applicables et plutôt lourds, voire très lourds à appliquer (88,9%). En effet, 81,6% des sondés considèrent que ces plans entraînent une augmentation de leur charge de travail dont 25,8% relèvent que celle-ci est importante. Les professionnel·les ayant répondu confirment donc ce que la SPG dénonce vivement depuis la réouverture des écoles, à savoir un plan sanitaire qui ne tient pas compte des réalités du terrain.

Il ressort nettement de l'étude que la mesure la plus difficile à appliquer est le maintien de la distance avec les élèves, 93,4% jugeant qu'elle est difficile, voire très difficile à appliquer, que ce soit en lien avec la taille de certains locaux ou du nombre d'élèves en classe.

Si le lavage des mains des élèves n'est pas considéré comme difficile à appliquer, c'est le temps consacré à celui-ci qui questionne. Une part importante des professionnel·les ayant répondu (60,9%) affirme y passer entre 30 et 60 minutes par jour, ce qui représente entre 135 et 270 minutes par semaine, soit 2 à 4 journées d'enseignement par mois (soit l'équivalent d'une semaine entière au cycle élémentaire!). Peu étonnant que la majorité des enseignant-es (69,8%) estime que le temps consacré à l'application des mesures entraîne un retard modéré à important dans le suivi des programmes scolaires. Rappelons que ces derniers n'ont bénéficié d'aucune modification ou allègement pour faire face à la situation.



Fort impact des masques sur l'enseignement

La grande majorité des enseignant·es (83,8%) considère que le port du masque a des conséquences moyennes à importantes sur la qualité de leur enseignement. Les commentaires révèlent que le port du masque a un impact sur la communication, le rapport d'autorité, le volume de la voix, qu'il pose des problèmes pour l'enseignement du rapport graphème/phonème, mais aussi qu'il est un frein à la régulation émotionnelle, en particulier avec les élèves à besoins spécifiques et les petits. Selon de nombreux témoignages, celui-ci provoquerait également fatigue et maux de tête.

Bien que la mesure introduite à la rentrée 2021 visant à les équiper de deux masques en tissu lavables soit à saluer d'un point de vue écologique, moins d'un quart des professionnel·les (22,8%) la juge adéquate.

Quarantaines et enseignement à distance : une charge non négligeable

Les enseignant·es sondé·es considèrent dans leur grande majorité (74%) que le suivi des élèves en quarantaine entraîne une augmentation modérée à importante de leur charge de travail. En effet, ils·elles ne disposent pas du matériel informatique adéquat (52,6%) pour assurer le suivi pédagogique à distance et 75,8% considèrent ne pas être suffisamment formé·es pour celui-ci. Le fait que 79,3% d'entre elles·eux considèrent qu'il est inenvisageable d'évaluer des élèves à leur retour de quarantaine suffit à démontrer qu'un enseignement à distance ne permet pas de compenser ou d'assurer la même prestation qu'un enseignement en présentiel.

Stress important

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que 75,2% des personnes ayant répondu se sentent stressé·es et angoissé·es au travail. Ainsi, des mesures sont nécessaires pour faire face à cette situation exceptionnelle qui a un impact important sur la charge de travail et la qualité de l'enseignement. 43,3% des réponses demandent un assouplissement du cadre de l'évaluation (semestrialisation et réduction du nombre de disciplines notées). De plus, l'engagement de personnel supplémentaire (retraité·es, étudiant·es) pour du soutien, notamment dans le suivi des quarantaines, est mentionné dans 40,4% des réponses.



Des mesures qui affectent la collaboration entre collègues

Les commentaires relèvent tout particulièrement une frustration concernant le manque de lien social entre collègues, qui, à cause des restrictions sanitaires, ne peuvent plus se réunir en présentiel, ni manger ensemble. Ces temps de travail formels ou informels, précieux en termes de lien, de soutien et de collaboration, font tout particulièrement défaut dans le contexte actuel.

Plus généralement, les professionnel·les du primaire et du spécialisé ressentent un manque de reconnaissance. L'absence de consultation dans l'élaboration de plans déconnectés de la réalité du terrain et la minimisation de leur impact concret pèse lourdement. Les changements incessants de ces plans et leurs injonctions contradictoires pèsent sur le corps enseignant. Ils affectent sa confiance envers l'institution et notamment sur sa capacité à le protéger, le laissant trop souvent seul pour gérer la situation et le stress occasionné par cette dernière.

Pour de véritables mesures réellement applicables

Le résultat est sans appel : le corps enseignant accuse psychologiquement et physiquement le coût de mesures sanitaires désincarnées. Cela vient s'ajouter à ce que la SPG dénonce depuis de nombreuses années, à savoir une détresse des enseignant·es face à un cahier des charges qui augmente continuellement sans que les moyens alloués ne répondent à cette inflation.

Plus spécifiquement, dans le cadre de cette pandémie, la SPG dénonce la tendance qui vise à faire porter aux professionnel·les du terrain l'entière responsabilité de la question sanitaire, alors même que les plans s'avèrent difficiles, voire très difficiles à appliquer concrètement. Elle a demandé au Conseil d'État, le 12 novembre la reprise d'un dispositif de classes partielles pour faire face notamment à la multiplication des quarantaines et permettre plus facilement de respecter les distances de sécurité. Cette demande est restée sans réponse jusqu'à ce jour.

La SPG a également eu l'occasion de dénoncer à plusieurs reprises la minimisation de la situation sur le terrain de la part du service du médecin cantonal et du Conseil d'État. Aujourd'hui, de nombreuses voix émanent du monde scientifique pour questionner le rôle de l'école et des enfants dans la propagation de l'épidémie. Afin d'éviter une nouvelle fermeture des écoles – que personne ne souhaite – des mesures structurelles doivent être prises pour permettre aux professionnel·les du primaire et du spécialisé d'être véritablement protégé·es sur leur lieu de travail, ce qui implique notamment une adaptation des plans sanitaires en concertation avec les partenaires.

Contact : **Francesca Marchesini**, présidente SPG · 076 379 83 96

Annexe : résultats en graphiques